

# La fusion communes-CPAS n'émeut pas les partis

■ Un appel de soutien en ligne a été lancé par la Fédération des CPAS de Wallonie.

Éclairage Stéphane Tassin

La question de la fusion éventuelle des CPAS wallons avec les communes auxquelles ils sont attachés fait régulièrement l'objet de conférence de presse, de cartes blanches et autres exercices du même genre. Lorsqu'on sait que la Flandre va l'imposer sur son territoire et que la Wallonie pourra mettre à ceux qui le souhaitent de procéder à ces fusions et, au vu du nombre de réactions suscitées par cette question et par celle qui vise l'existence et les charges des CPAS au sens plus large, on s'étonne parfois de l'apathie des différents partis politiques sur ce sujet.

Pourtant, les personnes qui sont à la tête des CPAS sont des élus, tous membres d'un parti politique. Le poste, qui a rang d'échevin, entre d'ailleurs en compte lorsque les partis d'une coalition communale se répartissent les charges scabinales et autres mandats. Le

conseil de l'action sociale est aussi composé de personnes envoyées par les partis.

Alors pourquoi cette absence de réaction? Lorsqu'on pose la question à des gens comme Claude Emonts (président PS du CPAS de Liège et président de l'Union des CPAS de Wallonie) où à son vice-président Ecolo, Philippe Defeyt (Président du CPAS de Namur), on comprend entre les lignes qu'ils sont manifestement impuissants et agacés face à leurs partis respectifs.

## Un collectif pluraliste

Pourtant s'il y a bien une question (à quelques exceptions près) qui rassemble les tendances (MR, PS, CDH et Ecolo) c'est bien celle des CPAS. *"On nous en demande toujours plus"*, exprime ce président, *"Nous recueillons tous ceux ce qui ne peuvent plus toucher le chômage, et encore quand ils n'ont pas honte de venir nous voir"*, précise un autre, *"Venez un matin dans la salle d'attente de mon CPAS, vous serez surpris de voir la misère à laquelle nous sommes confrontés"*, explique un troisième, *"Les moyens ne suivent pas. On fait croire que le chômage baisse, mais on ne tient pas compte de tous ceux qui sont aidés par un CPAS."* Voilà en substance ce que nous disent ces présidents et prési-

On s'étonne  
parfois  
de l'apathie  
des différents  
partis  
politiques  
sur le délicat  
sujet des CPAS.

dentés de CPAS wallons. Et même si ceux qui dirigent des plus petits CPAS sont parfois moins désespérés, on sent que leur discours va dans le même sens.

La fusion éventuelle des communes et des CPAS, au nom d'économies nécessaires, masque peut-être une réalité plus grave qui verrait les Centres publics d'aide sociale perdre leur spécificité. La Fédération des CPAS wallons qui ne refuse pas de participer à une réflexion sur l'avenir de l'aide sociale, plaide plutôt pour des fusions inter-CPAS (à l'image des intercommunales) plutôt que cette idée de fusion avec une commune.

Le 25 mars dernier, une opinion était publiée à ce sujet dans "La Libre", signée par un collectif pluriel et pluraliste, certes marqué socialement, mais diversifié. La Fédération des CPAS de Wallonie appelle ceux qui le souhaitent à soutenir cette opinion (<http://www.uvcw.be/espaces/cpas/>) en écrivant aux présidents des différents partis francophones. Ces présidents auxquels ils ont, eux, normalement accès en tant que mandataires.

On évitera ici d'émettre un quelconque jugement qui serait forcément réducteur, mais il est vrai qu'on entend rarement, voir jamais, les présidents de parti s'exprimer sur le fond en matière de CPAS. Ont-ils des œillères?